

CaP Finistère

Penn Ar Bed



L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste
habilité à publier les annonces légales et judiciaires - ISSN 1269-0791 - 0,50 euro

N° 1016
VENDREDI 13 SEPTEMBRE 2013

Dispensé de timbrage BREST CTC

La 1^{ère} rentrée de la gauche

La rentrée scolaire 2013/2014 est la première préparée par la gauche. Elle marque clairement une rupture par rapport aux précédentes, comme ont pu s'en rendre compte les enseignants, les parents et les élèves.

Alors que plus de 12 millions d'élèves font leur rentrée le 3 septembre, le Parti Socialiste, par la voix de son premier secrétaire, Harlem Désir, et des secrétaires nationaux à l'éducation, Emeric Bréhier et Yannick Trigance, s'est félicité **« de l'engagement résolu et prioritaire du gouvernement de Jean-Marc Ayrault et particulièrement du ministre de l'Éducation, en faveur de l'école de la République »**.

Cette première rentrée scolaire préparée par la gauche marque une rupture fondamentale avec la politique de régression menée, pendant dix ans, par la droite, responsable de la dégradation continue de notre système éducatif.

Par la priorité donnée au primaire, là où se joue essentiellement la réussite des élèves, par la relance de la scolarisation des moins de trois ans, par le passage à des rythmes scolaires mieux adaptés aux capacités d'apprentissage des enfants, par le renforcement de l'accompagnement du handicap, par un plan de lutte sans précédent contre le décrochage scolaire, par l'entrée de l'école dans l'ère du numérique, la gauche donne ainsi à tous les élèves les moyens de leur réussite. Dans les villes qui ont mis en place la semaine de 4,5 jours, un premier bilan pourra être tiré d'ici cinq à six semaines. Mais les premiers retours des enseignants ou des parents d'élèves sont, d'ores et déjà, très positifs.

La refondation de l'école de la République passe aussi par la revalorisation du métier d'enseignant avec le recrutement

de plus de 7 500 nouveaux enseignants, la création de 6 000 nouveaux emplois d'avenir professeurs et l'ouverture des Écoles supérieures du professorat et de l'éducation.

Dans l'académie de Rennes, la rentrée se traduit par une augmentation des moyens donnés à l'éducation avec 74 postes de plus dans le premier degré et 175 dans le second degré. 94 emplois d'avenir professeurs ont été signés. Au total 260 (70 dans le premier degré et 150 dans le second degré) seront recrutés dans l'académie.

Pour aider les élèves handicapés, 58 nouveaux auxiliaires de vie scolaire (AVS) ont également été recrutés.

Enfin, 1 000 salariés, en contrats aidés, interviendront dans les établissements scolaires pour apporter un appui administratif aux directeurs d'école ou accompagner les élèves en situation de handicap.



L'école de la réussite pour tous

Cet ensemble de mesures, sans précédent pour l'avenir des enfants de notre pays, illustre avec force l'engagement du président de la République de permettre à la jeunesse de France de renouer avec la promesse républicaine et le droit à la réussite de tous les jeunes. 🍷

**CAP
FINISTÈRE**

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 12/09/2013



Dossier de la semaine

**Mobilisés
pour l'agroalimentaire**



**Vie de la Fédération
Municipales :
transparence et unité**



**Interview
Vérité et justice
Avec Juan Saavedra**



Guerre des chefs (suite)

Dans notre éditorial de la semaine dernière, nous nous inscrivions en faux contre l'idée selon laquelle François Fillon pourrait incarner une « aile gauche » au sein de l'UMP.

Les propos tenus par l'ancien premier ministre le week-end dernier à propos des candidats socialistes qui pourraient être « plus sectaires que ceux du Front national » sonnent comme une confirmation.

Ces propos sont proprement scandaleux et marquent une nouvelle étape dans le processus de rapprochement entre l'UMP et le Front national. Après le ni-ni des dernières Législatives voilà que François Fillon en arrive à justifier par avance des appels au vote en faveur de listes Front national.

À l'UMP, la guerre des chefs prend une tournure particulièrement inquiétante.

Et l'Europe ?



Une grande partie des solutions aux problèmes que connaît l'agroalimentaire breton se trouve au niveau européen. La politique agricole commune est d'ailleurs l'une des seules politiques européennes. Or, la dérégulation des marchés imposée par la droite européenne et française, depuis des années, explique pour une bonne part la crise actuelle.

L'Europe a également, par laxisme et par dogmatisme libéral, laissé se développer des distorsions de concurrence sociale et fiscale entre les pays européens. « L'intervention de Jean-Marc Ayrault appelant les Allemands, comme le demandent les sociaux-démocrates, à se doter, enfin, d'un salaire minimum est particulièrement importante », a souligné le président du BREIS, Michaël Quemez.

Car, pour la filière porc, le nœud du problème se situe bien outre Rhin, où les abattoirs fonctionnent en 3/8 lorsque les Français ont du mal à tourner en 2/7. Très en retard dans le domaine agricole il y a encore dix ans, l'Allemagne s'est dotée d'outils performants. Mais les abattoirs fonctionnent avec une main-d'œuvre des pays de l'Est payée selon les normes sociales de leurs pays et non selon celles de l'Allemagne. La députée Chantal Guittet a récemment signé un rapport sur cette question qui demande une révision de la directive détachement, trop souvent détournée.

Les députés de la délégation socialiste au Parlement européen sont pleinement conscients des enjeux que représentent l'agriculture et l'agroalimentaire en Bretagne. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'ils ont choisi d'organiser leur première rencontre nationale dans le Finistère, à Concarneau, les 11 et 12 octobre prochains. « Le thème de cette réunion sera justement l'alimentation », a précisé Andrew Lincoln, co-responsable du City group de Brest.

Après une réunion publique le vendredi soir, des ateliers de travail seront organisés le samedi matin sur les questions de l'alimentation, à la fois pour l'agriculture mais aussi pour la pêche, autre politique européenne essentielle pour la Bretagne et particulièrement pour le Finistère.

Mobilisés pour l'agroalimentaire

Les socialistes finistériens ont mené un débat de fond, sans langue de bois, le 6 septembre, à l'occasion d'un conseil fédéral consacré à la question de l'agroalimentaire en Bretagne, en présence de Michel Morin, vice-président de la Région chargé de l'Agriculture, de Marylise Lebranchu, du président du Conseil général, Pierre Maille, et de la quasi-totalité des parlementaires.

s'expliquent pas par des normes mises en place par la gauche.

Il convient, par conséquent, de rappeler les responsabilités de chacun dans la crise que traverse une partie de la filière agroalimentaire bretonne. « **Mais, il faut également souligner que certaines entreprises vont bien** », a souligné le vice-président de la Région.

Les difficultés que rencontrent les entreprises s'expliquent par des erreurs stratégiques des dirigeants de ces groupes : les investissements hasardeux de *Doux* au Brésil, de la *Cecab* en Russie ou le cynisme de *Marine Harvest* qui, malgré de très bons résultats, envisage de fermer son usine de Poullaouen.

En outre, on ne sent pas chez les entrepreneurs une volonté de coopérer.

Face à cette situation que peuvent faire les élus ? Pour les parlementaires socialistes, il est nécessaire de définir une ambition de long terme pour l'agriculture. « **On attend de la Région qu'elle soit chef de file pour définir une stratégie** », a indiqué Pierre Maille. Pendant longtemps, la Bretagne était une zone de production agricole et de première transformation. Ce modèle semble aujourd'hui dépassé, mais que proposer pour le remplacer ?



Michel Morin à Brest, le 6 septembre

Au quotidien, les élus socialistes sont mobilisés pour défendre les emplois des salariés de *Doux* à Châteaulin, de *Gad* à Lampaul-Guimiliau, de *Tilly-Sabco* à Guerlesquin, de *Marine Harvest* à Poullaouen, de *Boutet Nicolas* à Rosporden.

Pour la plupart de ces entreprises en difficulté, le mois de septembre sera déterminant puisque les tribunaux de commerce seront amenés à rendre des jugements sur les plans de sauvegarde de l'emploi.

Mais, au-delà des entreprises, quelle est la vision des socialistes pour l'agriculture et l'agroalimentaire en Bretagne ? Car, pour les socialistes finistériens il faut voir à long terme et défendre une ambition pour l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire. La droite, après avoir dérégulé et laissé les entreprises et les filières s'enfoncer dans la crise, n'hésite pas à donner des leçons.

Car, si des entreprises ont été obligées de faire appel aux tribunaux de commerce, à partir du mois de mai 2012, chacun sait qu'elles ne sont pas passées d'une situation florissante au mois d'avril à un quasi dépôt de bilan un mois plus tard. Contrairement à ce que cherchent à faire croire la droite et certaines organisations professionnelles, les difficultés que rencontre l'agriculture ne



Un débat de grande qualité

Les collectivités locales peuvent intervenir dans le domaine de la formation des salariés, dans l'aide à l'installation. Mais les agriculteurs et les entreprises doivent également prendre leurs responsabilités, coopérer et cesser de se livrer à une concurrence qui se révèle désastreuse.

Les socialistes sont prêts à relever ce défi pour que l'agroalimentaire reste un secteur d'avenir dans notre région. 🍷

Municipales : transparence et unité

D'ici le 10 octobre, les socialistes vont désigner, dans leurs communes, les premiers des socialistes. « Souvent tête de liste, le ou la première des socialistes est le représentant du PS au sein de la liste », explique Karim Ghachem, secrétaire fédéral en charge des élections.

« Dans plusieurs communes du Finistère, comme Brest, Concarneau, Châteaulin ou Le Relecq-Kerhuon les adhérents ont déjà désignés leur premier ou première, des socialistes », précise Marc Coatanéa, Premier secrétaire fédéral.

Pour les autres communes, le calendrier est le suivant : l'appel à candidature, ouvert depuis le 9 septembre, prendra fin le 23 septembre. Les adhérents seront appelés à se prononcer le 10 octobre. Un second tour sera organisé le 17 octobre si aucun candidat n'a obtenu 50 % des suffrages exprimés.



Pour des listes d'union dès le premier tour

Ensuite, une fois les premiers des socialistes désignés, s'engagera la procédure de composition des listes.

« Cette phase de désignation se déroulera dans la plus grande transparence », rappelle Karim Ghachem. « Et au PS, ce sont les adhérents locaux qui choisissent leurs candidats », rajoute le Premier secrétaire, Marc Coatanéa, faisant

allusion à la manière dont l'UMP procède pour désigner ses candidats.

Une convention fédérale interviendra ensuite pour donner officiellement les investitures pour les communes de moins de 20 000 habitants. Sauf pour les communes de plus de 20 000 habitants, comme Brest et Quimper, pour lesquelles les

investitures sont accordées par le conseil national.

À côté de cette procédure interne au PS, la Fédération a rencontré ou va rencontrer ses partenaires de gauche du parti communiste, des radicaux de gauche, d'EELV, de l'UDB et du parti de gauche, pour mettre en place, partout, les conditions de l'union, dès le premier tour. 🌹

Interview

Vérité et justice

Avec Juan Saavedra

Les Chiliens commémorent le 40^e anniversaire du coup d'État avec une volonté de vérité et de justice, nous explique Juan Saavedra, secrétaire de la section socialiste de Santiago. Cet avocat Franco-Chilien a vécu en France pendant la dictature et fut maire d'une commune de la région de Santiago, pendant 17 ans.

Cap Finistère : Dans quel état d'esprit les Chiliens commémorent-ils le 40^e anniversaire du coup d'État ?

Juan Saavedra : Avant tout les chiliens commémorent la mémoire vivante de Salvador Allende.

Les Chiliens sont toujours en attente de vérité et de justice pour les atrocités commises pendant la dictature. Il reste encore environ 700 personnes disparues dont on ne sait rien. Des militaires, maintenant en retraite pour la plupart, savent ce qui s'est passé mais ne disent rien. Une partie de la droite cherche aussi des excuses pour

justifier son inaction face à la dictature. On estime à 3 000 le nombre de Chiliens tués sous le régime de Pinochet.

Cap Finistère : Reste-t-il des partisans de Pinochet au Chili ?

Juan Saavedra : Oui, il reste encore une part non négligeable de la population qui tire un bilan positif des années Pinochet. Mais ils sont de moins en moins nombreux et se recrutent, pour une grande partie, au sein et autour de l'armée.

Cap Finistère : Michèle Bachelet peut-elle remporter l'élection présidentielle ?

Juan Saavedra : Neuf candidats se présentent mais deux, surtout, occupent le devant de la scène. Il s'agit de la socialiste Michèle Bachelet qui fut déjà présidente entre 2006 et 2010 et de la candidate de droite Evelyn Matthei, ancienne ministre du Travail. L'élection se déroulera le 17 novembre avec un second tour éventuel le 15 décembre. Car, aujourd'hui, la question qui se pose est : Michèle Bachelet

l'emportera-t-elle dès le premier tour ? Ou au second. Cependant, avec neuf candidats (quatre de droite et cinq de gauche)

il sera difficile pour la candidate de gauche de réunir plus de 50 % des voix, dès le premier tour.

Cap Finistère : Sur quels sujets portent les débats de la campagne présidentielle ?

Juan Saavedra : L'économie du pays se porte relativement bien. Mais la question de la répartition des richesses se pose avec beaucoup d'acuité ici. À côté d'une petite minorité de très riches, les autres Chiliens doivent s'endetter. Au Chili, le système de retraites est privé. L'accès à la santé représente un vrai problème pour une grande partie de la population. Le système éducatif est presque totalement payant. Les étudiants et la jeunesse se sont massivement mobilisés ces dernières années pour dénoncer ces injustices et leur vote est l'une des inconnues de cette élection. 🌹



Agenda

15 septembre
Fête des 40 roses
à Quimperlé.

22 septembre
14h 00 : Fête de la
1^{ère} circonscription
au Chapeau Rouge à
Quimper, en présence de
Najat Vallaud-Belkacem.

28 septembre
9h 30 à 16h 45 :
Journée de rentrée de
la Fédération, salle du
Roudour à Saint-Martin-
des-Champs.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1217 P 11428
N° 1016 - Vendredi 13 septembre 2013
www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr
26B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

Abonnement

Réabonnement

Abonnement pour un an : 20 euros
Abonnement de soutien : à partir
de 25 euros

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste

Annonces légales & judiciaires

LES CONSEILS D'ENTREPRISES

Société d'Avocats
143, avenue de Kéradennec
29334 QUIMPER Cédex
02 98 90 04 35

PEINTURE ET REVÊTEMENTS DE CORNOUAILLE

Société par Actions Simplifiée à Directoire
et Conseil de surveillance
Capital social : 250 000 euros
Siège social : 111, route de Brest
29000 QUIMPER
325 907 483 RCS QUIMPER

Par délibération de l'Assemblée Extraordinaire du 5 avril 2013, les associés ont adopté un mode de gestion par un organe de direction unique. La modification des statuts entraîne la publication des mentions suivantes :

Ancienne mention :

Forme : Société par Actions Simplifiée à Directoire et Conseil de surveillance.

Nouvelle mention :

Forme : Société par Actions Simplifiée.
Cette décision a entraîné la cessation des fonctions :

Des membres du Conseil de surveillance :
- Monsieur Jean-Jacques RAUB demeurant 6, impasse Beg Al Lann - 29830 PORTSALL.
- Monsieur Hervé LUCAS demeurant 22, boulevard de la Corniche - Le Trez Hir - 29217 PLOUGONVELIN.

Des membres du Directoire :
- Madame Evelyne LUCAS demeurant 22, boulevard de la Corniche - Le Trez Hir - 29217 PLOUGONVELIN.

- Madame Catherine RAUB demeurant 17, rue Jim Sévellec - 29200 BREST.

RCS QUIMPER,
Pour avis.

LES CONSEILS D'ENTREPRISES

Société d'Avocats
143, avenue de Kéradennec
29334 QUIMPER Cédex
02 98 90 04 35

RAUB BREST

Société par Actions Simplifiée à Directoire
et Conseil de surveillance
Capital social : 957 600 euros
Siège social : 8, rue Victor Hugo
29200 BREST
636 820 524 RCS BREST

Par délibération de l'Assemblée Extraordinaire du 5 avril 2013, les associés ont adopté un mode de gestion par un organe de direction unique. La modification des statuts entraîne la publication des mentions suivantes :

Ancienne mention :

Forme : Société par Actions Simplifiée à Directoire et Conseil de surveillance.

Nouvelle mention :

Forme : Société par Actions Simplifiée.
Cette décision a entraîné la cessation des fonctions :

Des membres du Conseil de surveillance :
- Monsieur Jean-Jacques RAUB demeurant 6, impasse Beg Al Lann - 29830 PORTSALL.
- Monsieur Hervé LUCAS demeurant 22, boulevard de la Corniche - Le Trez Hir - 29217 PLOUGONVELIN.

Des membres du Directoire :
- Madame Evelyne LUCAS demeurant 22, boulevard de la Corniche - Le Trez Hir - 29217 PLOUGONVELIN.

- Madame Catherine RAUB demeurant 17, rue Jim Sévellec - 29200 BREST.

RCS BREST,
Pour avis.

LES CONSEILS D'ENTREPRISES

Société d'Avocats
143, avenue de Kéradennec
29334 QUIMPER Cédex
02 98 90 04 35

MIROITERIE DE CORNOUAILLE

Société par Actions Simplifiée à Directoire
et Conseil de surveillance
Capital social : 420 000 euros
Siège social : 4, rue Marcel Paul
ZA de Kerdroniou - 29000 QUIMPER
376 380 358 RCS QUIMPER

Par délibération de l'Assemblée Extraordinaire du 5 avril 2013, les associés ont adopté un mode de gestion par un organe de direction unique. La modification des statuts entraîne la publication des mentions suivantes :

Ancienne mention :

Forme : Société par Actions Simplifiée à Directoire et Conseil de surveillance.

Nouvelle mention :

Forme : Société par Actions Simplifiée.
Cette décision a entraîné la cessation des fonctions :

Des membres du Conseil de surveillance :
- Monsieur Jean-Jacques RAUB demeurant 6, impasse Beg Al Lann - 29830 PORTSALL.
- Monsieur Hervé LUCAS demeurant 22, boulevard de la Corniche - Le Trez Hir - 29217 PLOUGONVELIN.

Des membres du Directoire :
- Madame Evelyne LUCAS demeurant 22, boulevard de la Corniche - Le Trez Hir - 29217 PLOUGONVELIN.

- Madame Catherine RAUB demeurant 17, rue Jim Sévellec - 29200 BREST.

RCS QUIMPER,
Pour avis.

LES CONSEILS D'ENTREPRISES

Société d'Avocats
143, avenue de Kéradennec
29334 QUIMPER Cédex
02 98 90 04 35

LA MIROITERIE RAUB

Société par Actions Simplifiée à Directoire
et Conseil de surveillance
Capital social : 1 648 000 euros
Siège social : Kérébars - 29820 GUILERS
489 260 059 RCS BREST

Par délibération de l'Assemblée Extraordinaire du 5 avril 2013, les associés ont adopté un mode de gestion par un organe de direction unique. La modification des statuts entraîne la publication des mentions suivantes :

Ancienne mention :

Forme : Société par Actions Simplifiée à Directoire et Conseil de surveillance.

Nouvelle mention :

Forme : Société par Actions Simplifiée.
Cette décision a entraîné la cessation des fonctions :

Des membres du Conseil de surveillance :
- Monsieur Jean-Jacques RAUB demeurant 6, impasse Beg Al Lann - 29830 PORTSALL.
- Monsieur Hervé LUCAS demeurant 22, boulevard de la Corniche - Le Trez Hir - 29217 PLOUGONVELIN.

Des membres du Directoire :
- Madame Evelyne LUCAS demeurant 22, boulevard de la Corniche - Le Trez Hir - 29217 PLOUGONVELIN.

- Madame Catherine RAUB demeurant 17, rue Jim Sévellec - 29200 BREST.

RCS BREST,
Pour avis.

LES CONSEILS D'ENTREPRISES

Société d'Avocats
143, avenue de Kéradennec
29334 QUIMPER Cédex
02 98 90 04 35

RAUB PVC

Société par Actions Simplifiée à Directoire
et Conseil de surveillance
Capital social : 436 000 euros
Siège social : Kérébars - 29820 GUILERS
484 259 940 RCS BREST

Disparition

Nous avons appris avec tristesse la disparition de Bernard Le Nai, adhérent de la section de Melgven. Nous adressons à sa famille et ses proches nos plus sincères condoléances.

Par délibération de l'Assemblée Extraordinaire du 5 avril 2013, les associés ont adopté un mode de gestion par un organe de direction unique. La modification des statuts entraîne la publication des mentions suivantes :

Ancienne mention :

Forme : Société par Actions Simplifiée à Directoire et Conseil de surveillance.

Nouvelle mention :

Forme : Société par Actions Simplifiée.
Cette décision a entraîné la cessation des fonctions :

Des membres du Conseil de surveillance :
- Monsieur Jean-Jacques RAUB demeurant 6, impasse Beg Al Lann - 29830 PORTSALL.
- Monsieur Hervé LUCAS demeurant 22, boulevard de la Corniche - Le Trez Hir - 29217 PLOUGONVELIN.

Des membres du Directoire :
- Madame Evelyne LUCAS demeurant 22, boulevard de la Corniche - Le Trez Hir - 29217 PLOUGONVELIN.

- Madame Catherine RAUB demeurant 17, rue Jim Sévellec - 29200 BREST.

RCS BREST,
Pour avis.

SELARL JEAN-MARC BERROU ET PIERRE LE REST AVOCATS

3, rue Kéaravel - 29200 BREST
Tél. 02 98 44 04 16

CERVVAL

Société par Actions Simplifiée
au capital de 92 000 euros
Siège social : Avenue Graham Bell
Zone le Technopôle Brest Iroise
29280 PLOUZANÉ
RCS BREST 449 259 449

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire du 31 juillet 2013, les associés ont décidé une refonte intégrale des statuts, modifié le mode de gouvernance de la société, pris acte de la fin des mandats d'administrateur de Monsieur Pierre-Armand THOMAS, Monsieur Jean-François ABGRALL, Monsieur Christian CHARLES, Monsieur Jacques TISSEAU, la société VIRTUALYS, la société DH CONSULTING et confirmé Monsieur Pierre-Armand THOMAS en qualité de Président de la société, et ce à compter du même jour.

Pour avis.

MODIFICATION DE L'OBJET SOCIAL

SOCIÉTÉ NANOCHA

Société par Actions Simplifiée
au capital 170 000 euros
Siège social : 10, rue de Feunteunic Ar Lez
29000 QUIMPER
RCS QUIMPER 325 203 511

L'Assemblée Générale Mixte du 31 juillet 2013 a décidé d'étendre l'objet social aux activités suivantes : la prise de participation par tous moyens de droit, notamment par achat, souscription, fusion, de tous biens mobiliers et valeurs mobilières dans toutes entités juridiques avec ou sans personnalité morale, la détention de ces titres en tant que holding financier et, d'une manière générale, toutes opérations financières se rattachant à cette activité, la gestion financière et patrimoniale de tous placements financiers, biens meubles ou immeubles.

L'article 2 des statuts a été modifié en conséquence.

Pour avis.